



Communiqué de presse

Non, l'Extrême droite ne sera jamais une solution !

L'Union Départementale CGT 41 appelait samedi dernier à un rassemblement antifasciste à Pierrefite-sur-Sauldre en marge de la Fête de la Violette orchestrée par Guillaume Peltier. Après avoir été la fête de la droite extrême en l'honneur de Nicolas Sarkozy, elle est désormais un lieu de convergence de l'extrême droite et du parti Reconquête avec la présence d'E. Zemmour, N. Bay, M. Maréchal.

Dans ce cadre, peu de surprise devant les propos tenus à l'occasion des discours des partisan·nes de Reconquête. Si on ne s'étonne plus des propos injurieux de Stanislas Rigault, rapportés dans la Nouvelle République 41, en revanche la CGT 41 dénonce la non condamnation des propos promettant de remettre « dans le train » les « gauchistes » présent·es, à savoir les militantes et militants des partis, organisations syndicales et associations de gauche signataires de l'appel à la contre-manifestation. Ces propos rappellent sans ambiguïté l'Extrême droite de la France de Vichy et son soutien à la politique du III^e Reich, car, contrairement à ce que prétendent aujourd'hui les différents partis Reconquête, Rassemblement national, etc., l'Extrême droite, « on a déjà essayé » !

On a déjà essayé et surtout on n'en veut plus !

Pour la CGT dont c'est l'ADN de lutter contre les idées et les pratiques de l'Extrême droite, il y a urgence à rappeler son imposture sociale. L'Extrême droite ne sera jamais du côté des travailleurs et travailleuses, et le capitalisme s'en accommode très bien. Le bilan des 1^{ers} votes des député·es RN à l'Assemblée nationale, le démontre : iels ont voté contre l'augmentation du SMIC, l'indexation des salaires sur l'inflation, l'encadrement des salaires, le blocage des prix de première nécessité, la gratuité des premiers mètres cube d'eau, la gratuité des cantines et fournitures scolaires pour les plus modestes, la revalorisation des petites retraites, la garantie d'autonomie à 1063 €, le gel des prix des loyers, l'augmentation des hébergements d'urgence, le rétablissement de l'ISF, la taxe sur les superprofits, la taxe sur les revenus supérieurs à 3 millions d'euros, l'augmentation de la TVA sur les produits de luxe, le milliard d'euros à la lutte contre les violences faites aux femmes. Et pour la fin des droits au chômage après abandon de poste, la fin des allocations chômage pour les employé·es refusant un CDI à la fin de leur CDD, la réduction des droits au chômage des étranger·es hors UE, l'interdiction de la présence d'étranger·es au sein des instances représentatives du personnel, la limitation du droit de vote des travailleur·ses précaires aux élections professionnelles, la hausse de la défiscalisation des heures supplémentaires.

La CGT 41 continuera à le dire : le monde du travail ne doit pas accepter les mises en concurrence orchestrées par les puissant·es et le capitalisme entre les salarié·es et les plus précaires, qu'iels soient privé·es d'emplois ou migrant·es. À ce titre elle luttera contre la future loi travail qui promet de durcir encore les conditions de l'obtention des droits de l'assurance chômage et contre la loi « immigration » de Darmanin qui réduira encore les droits des migrant·es avec ou sans papiers.

Pour transformer la société et garder l'argent créé par le travail, ce sont les milliards de dividendes qu'il faut récupérer pour renforcer la Sécurité sociale et augmenter les salaires et les pensions.

Blois le lundi 26 juin 2023